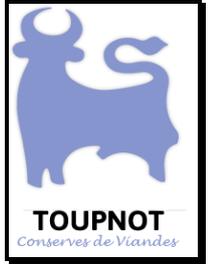




COMMUNIQUE DE PRESSE DU 22 juillet 2019

**Les salariés de TOUPNOT
restent vigilants face aux manœuvres
du groupe COFIGEO,
et prennent acte du soutien renouvelé
des pouvoirs publics.**



Les représentants des salariés de TOUPNOT et l'UD CGT 65 ont été reçus samedi 20 au matin par M. François Xavier-Lauch, chef de cabinet du Président de la République puis, en fin d'après-midi, par Mme Carole Delga Présidente de la région Occitanie et M. Jean Louis Cazaubon, vice-président de la région.

Le chef de cabinet a réaffirmé le soutien du Président de la République et son exigence à ce que les engagements pris par le groupe COFIGEO en avril 2019 soient respectés, à savoir la reconstruction d'une usine sur site permettant à court terme le maintien de 35 emplois et une stratégie de diversification permettant à moyen terme à 15 salariés de réintégrer l'entreprise.

La présidente de la région Occitanie a quant à elle indiqué que le contenu de la réunion en préfecture du 12 juillet ne permettait pas d'accorder du crédit aux déclarations du groupe COFIGEO représenté par M. Eric le Gouvello, nouveau PDG de l'entreprise TOUPNOT.

Elle a insisté sur l'obligation du groupe à tenir les engagements pris devant la puissance publique et rappelé que le dossier Toupnot était suivi au plus haut niveau de l'Etat. Ces engagements ont été réaffirmés par un communiqué préfectoral du 15 juillet 2019 qui stipulait notamment que l'entreprise TOUPNOT avait confirmé sa volonté de « **consacrer l'intégralité des indemnités reçues des assurances pour pérenniser l'activité de Toupnot sur le site et sur le territoire** ».

Compte tenu de ce contexte, elle a indiqué que la perspective d'une reprise du site par un industriel devait être très sérieusement étudiée.

Elle a également indiqué que des réunions de travail sont programmées à Toulouse les 30 et 31 juillet afin d'évoquer la situation de l'entreprise et les perspectives de pérennisation de l'activité sur site.

Ces réunions précéderont celles qui sont prévues fin septembre en Préfecture ainsi qu'au Ministère de l'Economie.

Les représentant-e-s des salariés prennent acte de ces informations et se satisfont bien évidemment de l'implication des acteurs publics locaux et nationaux, tout en restant des plus vigilants quant aux réelles intentions du groupe COFIGEO.

En effet, celui-ci n'a cessé, au cours des sept derniers mois, d'apporter la preuve de son double langage et de son absence de « volonté réelle » de présenter un plan stratégique digne de ce nom.

Les salariés restent donc plus que jamais mobilisés et se retrouveront, comme toutes les semaines depuis l'incendie de janvier, en assemblée générale jeudi 25 juillet.

**LES SALARIES DE L'ENTREPRISE TOUPNOT
CONTINUENT à SE BATTRE POUR LEUR AVENIR
ET CELUI DU TERRITOIRE.**

Les salariés en lutte de l'entreprise TOUPNOT.